



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Prestations de sécurisation des bâtiments
administratifs et logements de service inoccupés de
l'Unité Territoriale Boucles de la Seine**

**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE - Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire
Aval
Unité territoriale Boucles de la Seine
18 quai d'Austerlitz
75013 PARIS**

SOMMAIRE

1 - Objet du contrat.....	3
2.2 Respect de la législation en vigueur	4
2.3 - Nature et étendue des prestations.....	4
2.4 - Délais contractuels	6
2.6 - Provenance, qualité, préparation des matériaux et contrôles	7
2.7- Clauses spécifiques aux interventions de travaux	8
2.7.1 - Travaux de montage provisoires	8
2.7.2 - Installation et repli de chantier	8
2.7.3 - Evacuation et retraitement des déchets	9
2.7.4- Réglementation, textes et normes applicables	9
2.7.5 - Plan de prévention et mesures de sécurité.....	9
2.7.6 Documents à fournir par le titulaire après exécution d'une prestation.....	10
ANNEXE - Les logements de service et bâtiments administratifs à sécuriser	11

1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) concernent :

Des prestations de sécurisation des bâtiments administratifs et logements de service inoccupés de l'Unité Territoriale Boucles de la Seine. Il s'agit de lutter contre toute forme d'intrusion humaine, via la fermeture des ouvrants par panneaux ou tôle, la mise en place de portes blindées, et la mise sous alarme et télésurveillance des bâtiments. Des prestations de levée de doute ou de sécurisation par équipes cynophiles sont également prévues. Enfin, des prestations annexes liées aux intrusions sont également incluses telles le nettoyage ou l'enlèvement des affaires suite à des squats.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

L'Unité Territoriale d'Itinéraire des Boucles de la Seine de Voies navigables de France est gestionnaire de nombreux bâtiments administratifs et logements de service (anciennes maisons éclusières) dont de nombreux ont perdu leur utilité au fur et à mesure du temps. Cela concerne notamment les sites suivants :

- Chatou (92) ;
- Bougival (78) ;
- Andrézy (78) ;
- Mézy sur Seine (78) ;
- Hardricourt (78) ;
- Les Mureaux (78) ;
- Limez-Ville (78) ;
- Méricourt (78) ;
- Notre Dame de la Garenne (27) ;
- Pose - Amfreville sous les Monts (27) ;
- Rouen (76).

La liste des maisons de service et logements administratifs décrite au Chapitre 1.4.2 fait partie des documents compris dans le DCE.

Pour ces bâtiments, la sécurisation s'inscrit en général dans la logique suivante :

- Perte de l'utilité du bâtiment ou de plusieurs bâtiments sur un site (départ du dernier occupant ; réorganisation de service). Fermeture des réseaux par VNF (eau, électricité).
- Site jugé sensible au risque d'intrusion : sécurisation immédiate par bon de commande : pose de panneaux ou de tôle, d'une porte blindée pour préserver l'accès au bâtiment, mise sous alarme.
- Site (sécurisé ou non) faisant l'objet d'une intrusion ou tentative d'intrusion : mise en place d'une équipe cynophile pour sécurisation dans un délai de prévenance très court. Au départ de l'intrus, nettoyage et enlèvement de ses affaires. Réparations si vandalisme. Puis, dans le cas d'un site non sécurisé, sécurisation dans la durée : pose de panneaux ou de tôle, d'une porte blindée, mise sous alarme et télésurveillance.
- Vente d'un bâtiment ou mise à disposition d'un tiers dans le cadre d'une convention pluriannuelle : dépose des tôles et démontage des installations de sécurisation.

2 -Exécution du contrat

2.1 Modalités d'exécution des prestations

Les conditions d'exécution des prestations sont soumises au présent CCTP et aux dispositions du CCAG-FCS lorsque le CCAP n'entend pas y déroger.

Le Titulaire sera réputé avoir contrôlé toutes les indications figurant au cahier des charges et s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes et s'être entouré de tous les éléments complémentaires nécessaires à la bonne exécution du marché.

Le Titulaire ne pourra arguer d'une erreur, d'une différence d'interprétation ou d'un manque de renseignements pour refuser d'effectuer ou de poursuivre la prestation.

2.2 Respect de la législation en vigueur

Le Titulaire devra respecter la législation en vigueur, en particulier, la loi du 12 juillet 1983 modifiée et ses décrets d'application sur les entreprises de gardiennage.

Il doit également respecter, les dispositions du Code de la sécurité intérieure (Livre VI), réglementant les activités privées de sécurité et se conformer au Code de déontologie des personnes physiques ou morales exerçant des activités privées de sécurité déontologie codifié aux articles R631-1 et suivants du Code de la sécurité intérieure.

Appartenant à une profession réglementée, les personnes physiques et morales relevant de l'article L611-1 ne peuvent exercer dans le cadre du présent marché que s'ils disposent des autorisations nécessaires délivrées par le Conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS).

Le titulaire devra présenter le/les document(s) suivant(s)

- agrément pour les exploitants individuels et pour les dirigeants, associés et gérants de personnes
- autorisation d'exercice pour l'établissement principal et pour chaque établissement secondaire (article L612-9 du CSI) ;
- numéro professionnel pour les salariés exerçant effectivement une activité privée de sécurité (article L612-20 du CSI).

Le Titulaire fournira à l'appui de son offre la preuve de la détention de ces autorisations. Il devra également informer par écrit VNF de tout changement intervenant dans le cadre de la législation, et à chaque modification pouvant intervenir au sein de son entreprise dans le cadre de la détention desdites autorisations.

2.3 - Nature et étendue des prestations

2.3.1 - Prestations de sécurisation fixe et définitive des ouvrants (prestations 1° du BPU) du lot 2

Le mémoire technique prévu au règlement de consultation devra préciser la sécurisation prévue, la nature des matériels. L'ensemble des équipements installés sur les logements deviennent propriété de VNF.

Une réversibilité devra être prévue dans le cadre du prix 3.05 : en cas de nouvelle utilisation du bâtiment, VNF peut demander la dépose des tôlages. Dans ce cas, le titulaire reprend possessions des matériels : le prix devra en tenir compte.

2.3.2 - Prestations forfaitaires de sécurisation (2° du BPU)

Ces prestations sont prévues sous la forme de location/abonnement. Elles incluent :

- Pour la sécurisation d'un nouveau bâtiment, la visite du bâtiment et la réalisation d'un devis établi par le titulaire sur la base des prix mentionnés au BPU, précisant les modalités pratiques de sécurisation du bâtiment (organisation du chantier, positionnement des détecteurs d'alarme, installation d'une ou plusieurs portes blindées éventuellement, etc.).
- L'installation de l'ensemble des matériels (centrale d'alarme, détecteurs, le cas échéant, porte blindée et panneaux renforcés). Cette installation se fait, ou bien en début de contrat en relais avec l'ancien titulaire, ou bien en cours de contrat pour un nouveau bâtiment à sécuriser. **La sécurisation des ouvrants ne devra en aucun cas se faire sur le bâti ni sur les vitres afin de laisser la possibilité de réutilisation des ouvrants.**

L'ensemble des frais de chantier et fourniture de matériels sont inclus dans la prestation forfaitaire. A l'issue des travaux d'installation des matériels, le titulaire fournit un rapport à VNF, à l'attention du référent mentionné sur le bon de commande, précisant les équipements installés, l'organisation de la

maintenance, les protocoles de sécurité y compris activation/désactivation des alarmes et ouverture des portes blindées.

- L'entretien, la maintenance des équipements (centrale d'alarmes, détecteurs, le cas échéant porte blindée). Les équipements devront être autonomes compte tenu de l'absence d'alimentation électrique en général dans les bâtiments. La prestation inclut l'entretien, la maintenance et le renouvellement des équipements. Le mémoire technique prévu au règlement de consultation devra préciser les modalités de maintenance préventive et curative des équipements, qui seront adaptés à la nature du bâtiment (bâtiment inoccupé, exposition aux poussières, à l'humidité, etc.). VNF ne pourra être facturé pour la réparation ou le renouvellement d'un équipement qu'en cas de dégradation ou vol ou en cas de circonstances extérieures qui ne pouvaient être raisonnablement anticipées compte tenu de la nature du bâtiment.
- La télétransmission des informations alarmes, porte blindée, et des images vidéos à un centre de télésurveillance 24h/24 7j/7. Les images de vidéosurveillance devront faire l'objet d'un enregistrement sur un quart d'heure glissant afin de pouvoir établir des levées de doute à distance. En cas d'intrusion, elles devront pouvoir être enregistrées afin d'être mises à disposition de VNF ou des forces de l'ordre. En cas d'alerte intrusion, un contact téléphonique sera établi avec VNF. VNF mettra à disposition du titulaire des numéros d'agents à contacter selon un ordre pré-défini sur les créneaux 8h-17h en jours ouvrés, et un contact d'astreinte téléphonique en dehors de ces horaires. L'agent VNF pourra alors déclencher des interventions du prestataire par contact téléphonique avec le centre de télésurveillance (levées de doute ou mobilisation d'une équipe cynophile).

Toute alerte intrusion devra également donner lieu à la transmission d'un rapport écrit et d'un enregistrement vidéo sous 2 jours ouvrés à VNF.

- Pour les logements de service (prix 2.01), une intervention de levée de doute sur place tous les 2 mois, et pour les bâtiments administratifs (prix 2.02), une intervention de levée de doute sur place tous les 4 mois, dans les conditions prévues pour les interventions prévues au 4° du BPU. Ce volet est inclus par facilité de facturation.
- **Enfin, en cas de non-renouvellement de prestation, la dépose de tous les équipements inclus dans les prestations forfaitaires.**

Le mémoire technique prévu au règlement de consultation précisera les conditions d'accès par les agents de VNF, ses prestataires et ses partenaires, aux bâtiments sécurisés, notamment s'agissant des conditions de désactivation de l'alarme et d'ouverture de la porte blindée : outre la qualité de la sécurisation, la simplicité des conditions d'accès sera examinée dans le cadre de la notation technique des candidatures. Plus généralement, le mémoire technique décrira les protocoles de sécurité à adopter dans le cadre des interventions de VNF et de ses prestataires et partenaires sur les bâtiments sécurisés. Également, le cas spécifique d'intervention plus lourdes de VNF et de ses prestataires sur un bâtiment (travaux, diagnostics) devra faire l'objet de modalités spécifiques présentées au mémoire technique, par exemple avec la mise à disposition de modalités d'ouvertures spécifiques à un prestataire de VNF, sur des jours et des horaires dédiés.

En principe, les prestations forfaitaires de sécurisation sont émises pour des durées longues, dès lors que les budgets de VNF le permettent. Deux mois avant la fin d'un bon de commande incluant des prestations forfaitaires de sécurisation, le titulaire contacte VNF pour se faire connaître de quelle manière VNF entend poursuivre la prestation ou, en cas de fin de prestation, pour convenir d'un rendez-vous pour la dépose des équipements.

2.3.2 - Prestations de réparation (3° du BPU)

Pas d'observations particulières.

2.3.3 - Interventions sur site par personnels qualifiés (4° du BPU)

Le port d'une tenue identifiable est obligatoire. Elle est fournie par le Titulaire. Cette tenue doit être sobre et discrète, et ne pas prêter à confusion avec un uniforme militaire, de police, de gendarmerie ou de tout autre corps constitué.

Les délais d'intervention devront être précisés dans le mémoire technique prévu par le règlement de consultation. Le titulaire décrira l'organisation mise en place pour garantir ce délai.

Compte tenu de l'isolement de certains sites et de l'imprécision de certaines adresses, le titulaire devra prévoir une organisation spécifique pour s'assurer que toute intervention de levée de doute ou de sécurisation permettra un accès au bon bâtiment sans hésitation. Le mémoire technique prévu au règlement de consultation précisera cette organisation.

Levée de doute

L'intervenant sur le site devra assurer une levée de doute opérationnelle qui consistera à :

- réaliser une ronde de façon à identifier la cause du déclenchement de l'alarme
- mettre en sûreté le bâtiment
- **appeler par ses propres moyens en fonction du problème rencontré :**
 - o Les forces de l'ordre
 - o Les services de secours
 - o Le contact VNF (astreinte téléphonique ou agents à contacter en fonction de l'horaire de l'intervention).

Toute intervention de levée de doute devra donner lieu à un rapport transmis dans les 48h à VNF (contact marché et contact astreinte).

Lot 1- Sécurisation par équipe cynophile

Cette intervention se fait dans les conditions prévues par les lois et règlements. Elle n'a pas vocation à se substituer aux prérogatives des forces de l'ordre mais doit être de nature dissuasive. Le port d'arme toute catégorie est interdit. En cas d'intervention un rapport circonstancié doit être transmis au donneur d'ordre.

2.3.5 - Autres interventions liées aux intrusions (5° du BPU)

Pas d'observations particulières.

2.4 - Délais contractuels

2.4.1 - délais en cours d'exécution de l'accord-cadre

	Délai titulaire	Délai VNF
1 - sécurisation d'un nouveau bâtiment		
Visite avec un agent VNF et proposition de devis	A préciser dans l'offre, à tout le moins inférieur à 3 semaines	
<i>(en cas d'activation du prix 2.05)</i>	< 2 jours ouvrés	
Démarrage d'un chantier de sécurisation à l'émission d'un bon de commande	A préciser dans l'offre (mémoire technique)	
<i>(en cas d'activation du prix 2.05)</i>	< 5 jours ouvrés	
2 - prolongation de la sécurisation d'un bâtiment	Sans délai à réception du bon de commande	
3 - maintenances des équipements		
Dysfonctionnement d'une porte blindée / d'une centrale d'alarme : délai d'intervention pour remise en état des équipements. Cette remise en état est incluse dans le montant forfaitaire du marché.	< 2 jours ouvrés	
4 - remise en état d'un bâtiment - enlèvement des équipements		

Contact du titulaire	2 mois avant la fin de la durée d'exécution du bon de commande	
Suite à donner par VNF (nouveau bon de commande ou décision de non-renouvellement)		6 semaines avant la fin de la durée d'exécution du bon de commande
Dépose des installations par le titulaire (en coordination avec le futur titulaire le cas échéant en fin d'accord cadre)	1 semaine avant à 1 semaine après le terme du bon de commande	
5 - Réparations, nettoyage, enlèvement des encombrants, sur bon de commande VNF		
Remise en service de l'équipement	A préciser dans l'offre (mémoire technique)	
Nettoyage	A préciser dans l'offre (mémoire technique)	
Enlèvement des encombrants	A préciser dans l'offre (mémoire technique)	
6 - Interventions sur site		
Levées de doute sur contact téléphonique avec VNF	A préciser dans l'offre, à tout le moins inférieur à 1h30	
Rapport suite à intervention de levée de doute	48h	
Sécurisation par équipe cynophile en grande urgence (sur contact téléphonique avec VNF)	4h	
Sécurisation par équipe cynophile en urgence (sur contact téléphonique avec VNF)	48h	
Sécurisation par équipe cynophile sur bon de commande	A préciser dans l'offre, à tout le moins inférieur à 2 semaines	

2.4.2 Délais spécifiques au démarrage de l'accord-cadre

A la notification de l'accord-cadre, VNF souhaite démarrer les prestations dans les meilleurs délais pour les bâtiments déjà sécurisés.

Une période de préparation d'une durée d'un mois sera consacrée aux rendez-vous avec l'ancien titulaire, avec VNF

2.5 Sécurisation par un nouveau titulaire

Lorsque le présent contrat arrive à son terme, le titulaire est tenu de se tenir à disposition d'un éventuel futur prestataire pour assurer la parfaite continuité de la sécurisation des sites. Ils sont amenés à programmer ensemble l'accès aux bâtiments, la mise en place des équipements du nouveau prestataire et l'enlèvement des équipements du titulaire. Cette phase de transition ne donne pas droit à des rémunérations spécifiques du titulaire.

2.6 - Provenance, qualité, préparation des matériaux et contrôles

Les portes blindées et leurs châssis, les panneaux ou écrans renforcés et le tôleage définitif résisteront à toutes tentatives d'effraction, à l'aide d'outillages portatifs (masse, burin, pied de biche, perceuse, meuleuse,...) et seront dimensionnés pour sécuriser des ouvertures standards ; pour le tôleage, la matière de l'acier sera traitée anti-corrosion.

La fourniture des matériaux, produits et composants du marché, font partie de la prestation de l'entreprise qui reste entièrement responsable, à l'égard de Voies Navigables de France, du respect de ses obligations spécifiées dans le marché, étant précisé que la fourniture et l'origine des matériaux et composants doivent être soumises à l'agrément de VNF qui se réserve le droit de refuser tout matériel ou matériaux ne répondant

pas aux normes, en particulier, européennes. Les matériaux seront résistants aux effractions avec outils portatifs (pied de biche, marteau, burin, perceuse, ...) et la matière du tôle sera précisée dans le BPU.

L'entrepreneur ne pourra se prévaloir des difficultés d'approvisionnement ou de transport, pour quelque cause que ce soit, afin de justifier de retard de délais sur la fourniture des matériaux, produits et composants faisant l'objet du présent marché.

Les matériaux utilisés et leurs mises en œuvre seront dans la mesure du possible, interchangeables afin d'en réduire le nombre de « références produits » et la méthodologie de montage sur site (matière et fixation du tôle, références des alarmes, références des portes blindées et leurs modes de fixations par panneaux ou/et écrans renforcés, ...).

2.7- Clauses spécifiques aux interventions de travaux

2.7.1 - Travaux de montage provisoires

Le titulaire sera tenu d'établir, entretenir et maintenir à ses frais, les moyens provisoires nécessaires à l'exécution des travaux de sécurisation sur les ouvrages existants. Ces moyens provisoires (échafaudages, passages, clôtures, balustrades, bâches, etc ...) seront établis de manière à donner un accès facile et une protection efficace à toutes les parties du chantier et seront maintenus pendant tout le temps des travaux, estimé nécessaire et indispensable par VNF.

VNF aura toujours le droit de refuser les moyens provisoires qui lui paraîtraient offrir quelques dangers que ce soit, pour la sécurité publique ou celle des ouvriers et d'obliger le titulaire à fournir les certificats de conformité, de contrôles périodiques obligatoires. Dans la négative, le Maître d'Œuvre se réserve le droit de réclamer au titulaire d'exécuter tous les travaux de consolidation et si nécessaire, demander le remplacement par des produits neufs agréés à la Norme en vigueur.

Dans tous les cas, lesdits moyens provisoires ne pourront être enlevés sans l'autorisation de VNF. Le titulaire reste responsable de ses travaux et il est tenu de remédier à toutes les détériorations intervenues pendant son exécution et jusqu'à réception.

La mise en service de la sécurisation d'un bâti se fera avec la présence d'un représentant VNF, qui procédera au contrôle des prestations réalisées et à sa bonne exécution des travaux conformes au bon de commande par constat contradictoire signé des deux parties.

2.7.2 - Installation et repli de chantier

Les prestations suivantes sont réputées incluses dans les prix du BPU :

- Les installations de chantier, leur conformité et leur maintenance tout au long du chantier ;
- Tous les échafaudages, engins, dispositifs de levage, nécessaires à la réalisation des travaux ;
- Le transport et l'amenée à pied d'œuvre de tous les matériaux et matériels ;
- Les frais de consommation d'eau et d'énergie électrique ;
- Toutes les installations et équipements de sécurité réglementaires, y compris les Equipements de Protection Individuelle (EPI) et les Equipements de Protection Collectives (EPC) déjà définis au PDP ;
- Les prestations et frais pour le respect de la législation concernant la sécurité et la protection de la santé sur les chantiers ;
- Les frais éventuels de gardiennage des divers matériaux laissés sur le chantier sont à la charge du titulaire (le Maître d'Œuvre ne prendra aucune disposition de gardiennage de chantier) ;
- **Tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la bonne exécution et complète des travaux dans le « respect des règles de l'art ».**

2.7.3 - Evacuation et retraitement des déchets

L'accord-cadre prévoit également les prestations suivantes :

- Le nettoyage final de tous les locaux dans lesquels aucun travail n'a été réalisé mais qui ont été utilisés pour le passage des ouvriers ou le stockage des matériaux ;
- Le nettoyage en cours de travaux et en fin de chantier des voies extérieures et des abords ;
- L'incinération de tous déchets sur le chantier est interdite et un tri sélectif de ces derniers est demandé ;
- Les déchets doivent être séparés suivant leur nature afin d'être dirigés vers les centres de stockage ou les centres de traitement appropriés ;
- Les déchets (hors gravats) seront stockés dans des contenants étanches avec un étiquetage indiquant l'origine et leurs natures avant évacuation ;
- Un bordereau de suivi des déchets sera transmis au Maître d'Œuvre, au terme de la réalisation des travaux ;
- Les nettoyages devront être effectués par le titulaire du marché, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, chaque fois qu'ils seront nécessaires ;
- Les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés après plusieurs relances pourront être sur ordre de VNF, transportés aux filières d'éliminations légales, aux frais, risques et périls de l'entreprise.

2.7.4- Réglementation, textes et normes applicables

L'ensemble des travaux seront menés en parfaite concordance avec l'ensemble des documents officiels en vigueur applicables aux bâtiments :

- Les textes législatifs et réglementaires ;
- Les Diagnostics Avant Travaux (DAT) ;
- Les Normes AFNOR françaises ;
- Le guide OPPBTP Covid-19 ;
- Le code de la commande publique ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de prestations de services ;
- La Loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique articles 72 à 78 modifiant le Code de la santé publique ;
- Le Décret n° 93-41 du 11 janvier 1993 relatif aux mesures d'organisation, aux conditions de mise en œuvre et d'utilisation applicables aux équipements de travail et moyens de protection soumis au Code du travail (équipements de protection individuelle et vêtements de travail).

2.7.5 - Plan de prévention et mesures de sécurité

Pour chaque nouvelle prestation de travaux, l'entrepreneur fournira un projet de plan de prévention décrivant pour chacune des phases des travaux sur site :

- La méthodologie précise de l'intervention ;
- L'analyse des risques correspondante ;
- Les mesures de mise en sécurité incluant des EPI et les EPC pour cette intervention ;
- Un planning pour chacune des phases de la tranche à exécuter ;
- Les noms des intervenants avec certificats de compétences et copie des pièces d'identités ;
- Les mesures de sécurité dans le cadre du covid-19.

VNF rédigera et validera avec l'entreprise retenue au présent marché après la réalisation de l'Inspection Commune Préalable (ICP), un Plan de Prévention avant le démarrage du chantier signé de toutes les parties.

La validation du Plan De Prévention (PDP), consécutive à l'Inspection Commune Préalable (ICP) en présence d'un représentant VNF est une obligation réglementaire au démarrage de tous travaux sur site.

2.7.6 Documents à fournir par le titulaire après exécution d'une prestation

- Le constat de réception de travaux contradictoirement signé, par bon de commande exécuté ;
- Les bordereaux de suivi des déchets pour l'ensemble des matériaux supprimés ;

Les références, notices techniques des matériels posés par le titulaire, si différents des matériels proposés par le titulaire avec sa candidature.

ANNEXE - Les logements de service et bâtiments administratifs à sécuriser

1 - Liste des logements de service susceptibles d'être sécurisées (ou être maintenues à la sécurisation existante). Dans les pièces du marché, on entend par « logement de service » un logement unique disposant d'un accès extérieur indépendant. Les dépendances attachées à ces logements de service (garages, box, local technique) pourront être incluses dans le champ des prestations de sécurisation.

N° BLA	N°SCOT+ / identifiant VNF	Nb pièces	Surface habitable	Adresse	CP	Ville	Bâtiment sécurisé à la date de publication de l'appel d'offres ouvert
				2			
1212103	3060.M.0003	4	82	Ile de Puteaux - Voie de l'écluse - Logement n° 5	92800	Puteaux	
1212107	3060.M.0054	3	70	Ile de la Folie - Route du bord de l'eau - Logement n° 2	75016	Paris	
1212110	3060.M.0054	3	92.62	Ile de la Folie - Route du bord de l'eau - Logement n° 1	75016	Paris	
1212113	3060.M.0003	4	82	Ile de Puteaux - Voie de l'Ecluse -Logement n° 4	92800	Puteaux	
1212116	3060.M.0002	3	57	7, rue Edouard Nieuport – RdC – appartement n° 1	92150	Suresnes	
1212117	3060.M.0002	4	87	7, rue Edouard Nieuport – RdC – appartement n° 2	92150	Suresnes	
1212118	3060.M.0002	3	67.5	5, rue Edouard Nieuport – 1er étage – appartement n° 11	92150	Suresnes	
1212119	3060.M.0002	4	81	5, rue Edouard Nieuport – 1er étage – appartement n° 12	92150	Suresnes	
1212120	3060.M.0002	3	82.2	5, rue Edouard Nieuport – 1er étage – appartement n° 13	92150	Suresnes	
1212121	3060.M.0002	3	66	5, rue Edouard Nieuport – 2e étage – appartement n° 21	92150	Suresnes	
1212122	3060.M.0002	4	80	5, rue Edouard Nieuport – 2e étage – appartement n° 22	92150	Suresnes	
1212123	3060.M.0002	3	82.2	5, rue Edouard Nieuport – 2e étage – appartement n° 23	92150	Suresnes	
1212124	3060.M.0002	3	67	5, rue Edouard Nieuport – 3e étage – appartement n° 31	92150	Suresnes	
1212125	3060.M.0002	2	52	5, rue Edouard Nieuport – 3e étage – appartement n° 32	92150	Suresnes	
1212126	3060.M.0002	5	116	5, rue Edouard Nieuport – 3e étage – appartement n° 33	92150	Suresnes	
1212201	3070.M.0003	5	77	PK 44.600 - Ile de Chatou - Barrage/Ecluse de Chatou - (Pavillon phénix)	78400	Chatou	
1212202	3070.M.0054	3	47.26	Maison éclusière - PK 48.700 - Ile Gauthier - Ecluse de Bougival - appartement RdC droite	78380	Bougival	
1212203	3070.M.0003	4	77	PK 45.350 - Ile de Chatou - Barrage/Ecluse de Chatou - (Pavillon Phénix)	78400	Chatou	
1212204	3070.M.0003	5	77	PK 44.600 - Ile de Chatou - Barrage/Ecluse de Chatou - (Pavillon Phénix)	78400	Chatou	
1212205	3070.M.0054	3	47.26	Maison éclusière - PK 48.700 - Ile Gauthier - Ecluse de Bougival - appartement étage droite	78380	Bougival	
1212206	3070.M.0058	3	78	PK 48.750 - 19, ile de la loge	78380	Bougival	
1212207	3070.M.0059	6	134.2	Maison éclusière - PK 48.700 - Ile gauthier - Ecluse de Bougival	78380	Bougival	
1212207bis	3070.M.0059	Studio	30.59	Ile gauthier - Ecluse de Bougival	78380	Bougival	
1212208	3070.M.0054	3	40	PK 48.700 - Ile Gauthier - Ecluse de Bougival - appartement étage gauche	78380	Bougival	
1212209	3070.M.0058	3	72	PK 48.700 - 19 bis Ile de la loge	78380	Bougival	oui
1212210	3070.M.0003	4	77	PK 44.600 - Ile de Chatou - Barrage/Ecluse de Chatou - (Pavillon phénix)	78400	Chatou	
1212211	3070.M.0057	4	85	PK 48.700 - 1, Ile de la loge	78380	Bougival	oui
1212212	3070.M.0003	4	77	Maison éclusière - PK 44.600 - Ile de Chatou - Barrage/Ecluse de Chatou	78400	Chatou	
1212213	3070.M.0054	3	47,38/59,27	Maison éclusière - PK 48.350 - Ile Gauthier - Ecluse de Bougival - appartement RdC gauche	78380	Bougival	
1212215	3070.M.0008	2	39,54	PK 48.700 - 17, Ile de la loge - appartement 1er étage droite	78380	Bougival	
1212216	3070.M.0008	1	19	PK 48.700 - 17, Ile de la loge - appartement 1er étage gauche	78380	Bougival	
1232510	3070.M.0062	4	70	P K 72.600 - Ecluse d'Andresy - Logement n° 7 - 21, quai Ile Peygrand	78260	Achères	
1232511	3070.M.0063	4	80	P K 72.600 - Ecluse d'Andresy - Logement n° 1 - 9, quai Ile Peygrand	78260	Achères	
1232512	3070.M.0064	4	72,53	Ecluse d'Andresy -Logement n° 5 - 17, quai Ile Peygrand	78260	Achères	
1232513	3070.M.0065	4	70	Ecluse d'Andresy - Logement n° 9a - 25, quai Ile Peygrang	78260	Achères	
1232514	3070.M.0066	4	80	Ecluse d'Andresy - Logement n° 3 - 13, quai Ile Peygrand	78260	Achères	
1232515	3070.M.0067	4	80	Ecluse d'Andresy - Logement n° 8 - 9, quai Ile Peygrand	78260	Achères	
1232516	3070.M.0068	4	72.62	Ecluse d'Andresy - Logement n° 4 - 15, quai Ile Peygrang	78260	Achères	
1232517	3070.M.0069	3	75	Ecluse d'Andresy - Logement n° 10 – 17, Quai Ile Peygrang	78260	Auvers-sur-Oise	
1232518	3070.M.0070	4	89	Ecluse d'Andresy - Logement n° 6 - 19, quai Ile Peygrand	78260	Achères	

1232519	3070.M.0071	4	80	Ecluse d'Andresy - Logement n° 2 - 11, quai Ile Peygrand	78260	Achères	
1232520	3080.M.0119	2	49	Ecluse de Carrières - Lieudit "Les Ecluses" - Logement gauche - Rue des écluses	78955	Carrières-sous-Poissy	
1232522	3080.M.0119	3	49	Ecluse de Carrières - Lieudit "Les Ecluses" - Logement droite - Rue des écluses	78955	Carrières-sous-Poissy	
1232523	3080.M.0001	4	61.15	Bureau d'affrètement - Cours de Chimay	78700	Conflans-Sainte-Honorine	
1232524	3080.M.0119	4	81.9	Ecluse de Carrières - Lieudit "Les Ecluses" - Logement central - Rue des écluses	78955	Carrières-sous-Poissy	
1232525	3070.M.0065	3	62	Ecluse d'Andresy - Logement 9 b - 25, quai ile Peygrang	78260	Achères	
1232618	3081.M.0001	3	49.97 ou 52	Lieudit "Le bord de la Rivière" - 5, avenue de Chateaubriand	78250	Mezy-sur-Seine	Oui
1232701	3080.M.0003	4	80	Lieudit "La Haye et la Motte"	78130	Les Mureaux	Oui
1232702	3080.M.0003	6	150.26	Lieudit "la Haye et la Motte" - Logement n° 10	78130	Les Mureaux	Oui
1232703	3080.M.0003	6	112	Lieudit "La Haye et la Motte"	78130	Les Mureaux	Oui
1232704	3080.M.0115	4	75.5	Lieudit "la Haye et la Motte"	78130	Les Mureaux	Oui
1232705	3080.M.0117	3	54	PK 94.800 - Logement n° 1	78250	Hardricourt	
1232706	3080.M.0115	2	40	Lieudit "la Haye et la Motte" - Logement n° 1	78130	Les Mureaux	Oui
1232707	3080.M.0115	3	60.2	Lieudit "la Haye et la Motte" - Logement n° 6	78130	Les Mureaux	Oui
1232708	3080.M.0117	3	52	Lieudit "la Haye et la Motte" - Logement n° 3	78250	Hardricourt	
1232709	3080.M.0115	5	94	Lieudit "la Haye et la Motte" - Logement n° 7	78130	Les Mureaux	Oui
1232710	3080.M.0117	3	80	Lieudit "la Haye et la Motte" - Logement n° 2	78250	Hardricourt	
1232711	3080.M.0003	4	111.67	Lieudit "la Haye et la Motte" - Logement n° 2	78130	Les Mureaux	Oui
1232712	3080.M.0115	5	83	Lieudit "la Haye et la Motte" - Logement n° 9	78130	Les Mureaux	Oui
1232713	3080.M.0115	5	74	Lieudit "la Haye et la Motte" - Logement n° 8	78130	Les Mureaux	Oui
1232714	3080.M.0115	3	52	Lieudit "la Haye et la Motte" - logement n° 4	78130	Les Mureaux	Oui
1232715	3080.M.0115	3	51	Lieudit "La Haye et la Motte"	78130	Les Mureaux	Oui
1232716	3080.M.0003	4	67	Lieudit "la Haye et la Motte"	78130	Les Mureaux	Oui
1252401	3090.M.0190	4	91.35	Pavillon n° 3 - Ecluses ND de la Garenne - 5 rue du Pré Fleuri	27600	Gaillon	
1252403	sans objet	4	90.15	1 rue des écluses	27380	Amfreville-sous-les-Monts	
1252404	310S.M.0142	5	135.5	Lieudit "La Rivalin" - 7 rue des Ecluses	27380	Amfreville-sous-les-Monts	
1252405	310S.M.0151	8	178.72	Lieudit « La Rivalin » - 9 rue des écluses	27380	Amfreville-sous-les-Monts	
1252406	310S.M.0140	3	54	n° 4 - 4, barrage de Port-Mort	27940	Port-Mort	
1252407	3090.M.0194	6	124	9 rue du Pré Fleuri	27600	Gaillon	
1252408	3090.M.0190	6	118.52	2, Quai du barrage	27740	Poses	
1252409	309S.M.0005	6	183	8, chemin du Haut Marais	27600	Gaillon	
1252410	3090.M.0191	5	99.68	7 rue du Pré Fleuri	27600	Gaillon	
1252411	3090.M.0190	4	73.3	"La Rivalin"	27380	Amfreville-sous-les-Monts	
1252412	310S.M.0008	5	116	1 rue du Pré Fleuri	27600	Gaillon	
1252413	3090.M.0190	3	73.11	6, barrage de Port-Mort	27940	Port-Mort	
1252414	3090.M.0002	4	91,4 ou 131.30	3 rue du Pré Fleuri	27600	Gaillon	
1252416	3090.M.0190	6	110,19/125,46	3 barrage de Port-Mort	27940	Port-Mort	
1252417	sans objet	5	113 ou 139,36	"La Rivalin" - 5 route des écluses	27380	Amfreville-sous-les-Monts	
1252418	3090.M.0194	3	54	2 barrage de Port-Mort	27940	Port-Mort	
1252419	310S.M.0141	4	72	Lieudit « La Rivalin » n° 138	27380	Amfreville-sous-les-Monts	
1252420	3090.M.0194	4 ou 5	80 ou 106,06	17 Ile de la requête	76410	Saint-Aubin-les-Elbeuf	
1252421	310S.M.0008	3	80	19 île de la requête	76410	Saint-Aubin-les-Elbeuf	
1252422	310S.M.0001	4	70	21 île de la requête	76410	Saint-Aubin-les-Elbeuf	
1252423	310S.M.0001	3	66,49 ou 70	8 chemin de halage	27600	Saint-Pierre-La-Garenne	
1252601	sans objet	7	144,60 ou 160	4, grande rue	78270	Méricourt	
1252602	3090.M.0189	2	47.3	Chemin de Halage	78270	Limetz-Ville	
1252603	3090.M.0187	3	66.69	2 bis, Grande rue	78270	Méricourt	
1252605	30890.M.0006	4	80	6, grande rue	78270	Méricourt	
1252606	3090.M.0189	3	52	Lieudit "Le Rivier Bas"	78270	Limetz-Ville	
1252607	30890.M.0006	4	119.49	6, grande rue	78270	Méricourt	
1252608	3090.M.0192	6	148.5	8 bis Grande rue	78270	Méricourt	

1252609	3090.M.0187	6	146	2 ter Grande rue	78270	Méricourt	
1252611	30890.M.0006	4	70.64	6, grande rue	78270	Méricourt	
1252612	3090.R.0009	3	52 ou 63,53	Lieudit "le long de la Seine"	78270	Port-Villez	
1252613	3090.R.0009	3	59	Lieudit "Le long de la Seine"	78270	Port-Villez	
1252614	3090.M.0189	3	74	Lieudit "le Rivier Bas"	78270	Limetz-Villez	
1252615	3090.M.0189	3	61.87	Lieudit "Le Rivier Bas"	78270	Limetz-Villez	
1252616	3090.R.0009	3	61	Lieudit "le long de la Seine"	78270	Port-Villez	
1252617	3090.M.0189	5	120	Lieudit "Le Rivier Bas"	78270	Limetz-Villez	

2 - Bâtiments administratifs susceptibles d'être sécurisées (ou être maintenues à la sécurisation existante)

- Bâtiments VNF - Île Lacroix - 66 Rue Chastellain - Rouen (76) : 1 bâtiment de 178 m2 sur deux niveaux,
- Bâtiments VNF - Siège de l'UTI - Cours de Chimay - Conflans-Sainte-Honorine (78)
- Site du JONQUAY à Rouen (ancien port occupé par Haropa)